

**AMBASSADE DE FRANCE
AU CANADA**



Ottawa, le 15 avril 2014

N° 94/DEF/MDD/CAN/NP

**ÉTAT-MAJOR
DES ARMÉES**

Mission de défense
Ottawa

Le capitaine de vaisseau Christophe Balducci
Attaché de défense près l'ambassade de France au Canada

à

monsieur le capitaine (MN) Paul L. Bender (Ret'd)

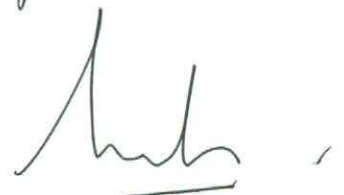
Suite à votre demande en date du 29 novembre 2013, et après vérifications avec les services français concernés, j'ai l'honneur de vous informer que l'épave du NCSM « Athabaskan » est considérée par la France comme un bien culturel maritime et qu'à ce titre elle est référencée au sein de la carte archéologique nationale française (EA 2468).

Conformément au code français du patrimoine, et notamment son article L532-7, cette épave est donc placée sous la protection de l'Etat français : tout projet de prospection, de sondage ou de fouille d'un bien culturel maritime au sein des eaux sous juridiction française est soumis à l'instruction du DRASSM (Département des Recherches Archéologiques Subaquatiques et Sous-Marines) avec avis de la préfecture maritime concernée.

Ainsi, aucun prélèvement d'objets archéologiques ou historiques n'est admis sans autorisation explicite délivrée par le DRASSM. Le fait d'enfreindre les différentes dispositions du code français du patrimoine en matière de déclaration, d'autorisation de fouille ou de prélèvements sont définis par des peines d'amendes, voire d'emprisonnements définis par les articles L-544-5 et suivants du code du patrimoine.

Par ailleurs, la France reconnaît l'immunité souveraine des navires d'Etat : en cas de projets archéologiques concernant les vestiges d'un navire d'Etat battant pavillon étranger (cas du NCSM « Athabaskan ») dans les eaux sous juridiction française, le gouvernement du Canada, Etat propriétaire, serait officiellement sollicité par les services compétents de la République Française avant toute délivrance d'autorisation.

*En espérant vous avoir éclairé sur ce sujet,
Bien cordialement*



COURTESY TRANSLATION

Following your request dated November 29th, 2013, and after consulting the pertinent services in France, it is my honour to inform you that France considers the wreck of the HMCS *Athabaskan* as a maritime cultural asset and, as a result, it is referenced on France's national archaeological map (EA 2468).

In accordance with France's Heritage Code, particularly Section L532-7, the wreck of this vessel is therefore placed under the protection of the Republic of France: any prospection, survey, or excavation of maritime cultural assets within waters under French jurisdiction is subject to examination by the DRASSM (Département des Recherches Archéologiques Subaquatiques et Sous-Marines), with consultation from the maritime prefecture in question.

As a result, no archeological or historical object may be removed without the explicitly expressed authorization of the DRASSM. Infringement of the different provisions of France's Heritage Code with regard to declaration and to authorization for excavation and collection of objects is subject to fines or imprisonment, as defined by sections L-544 and L-545 of the Heritage Code.

Furthermore, France recognizes the sovereign immunity of State vessels: in the event of archaeological projects involving the remains of a State vessel flying a foreign flag (as is the case of the HMCS *Athabaskan*) in waters under French jurisdiction, the government of Canada, as the owning State, will be officially solicited by the relevant services of the French Republic before any authorization is given.